

# La Tribune

96<sup>e</sup> année, no 207

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

www.cyberpresse.ca

À NE PAS MANQUER **DEMAIN** LA VISION DES CANDIDATS SUR LES ENJEUX DE LA COURSE À LA MAIRIE



- Les taxes municipales - La gestion de la dette - L'avenir de la Cité des rivières  
- L'immigration - Le mégaprojet immobilier des Sommets de la santé

Wilma s'en vient  
**La Floride déclare l'état d'urgence**

Alexandre Sirois  
WASHINGTON

L'ouragan Wilma a faibli hier en s'approchant du Mexique, mais il demeure extrêmement dangereux. Et il est pris très au sérieux aux États-Unis, où George W. Bush et son frère Jeb sont sur les dents.

Tout indique que la Floride sera frappée dimanche par Wilma. L'état d'urgence y a été déclaré hier par le gouverneur Jeb Bush.

Presque au même moment, le président américain, interrogé sur les problèmes de son administration, disait se consacrer au boulot à abattre. Y compris s'occuper de Wilma.

«J'ai du travail à faire pour m'assurer de la préparation du gouvernement fédéral face à cet ouragan», a-t-il déclaré hier matin, en marge d'une rencontre avec le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas.

La bonne nouvelle, c'est que l'ouragan a été rétrogradé hier à la catégorie 4, juste avant de frapper le Mexique. Ses vents les plus forts soufflaient néanmoins à 230 km/h.

La veille, avec des vents de 280 km/h, il avait atteint la catégorie 5, la plus élevée de l'échelle Saffir-Simpson. On avait sonné l'alarme en le présentant comme l'ouragan le plus violent jamais recensé dans l'Atlantique.

**À prendre au sérieux**

Le directeur du Centre national des ouragans, Max Mayfield, a déclaré hier en fin de journée qu'il y a de «fortes probabilités» que Wilma se renforce à nouveau durant les prochaines heures.

Et même si ce n'est pas le cas, ce serait une erreur, selon lui, de sous-estimer l'ouragan. «Si Wilma est un ouragan de catégorie 3 ou 4 quand il atteindra la Floride, le potentiel existe pour que le nombre de décès soit élevé», a-t-il dit.

Depuis les ravages de Katrina, les autorités américaines font preuve d'une prudence extrême. Jeb Bush a d'ailleurs exhorté ses concitoyens, hier, à prendre Wilma au sérieux. Il leur a cependant demandé de ne pas réagir précipitamment.

«Les gens ont amplement le temps de prendre des décisions quant à ce qu'ils vont faire au cours des prochaines 72 heures, a-t-il dit. C'est le moment de planifier.»

Le gouverneur a lui-même commencé à mettre de l'avant les mesures d'urgence nécessaires pour faire face à ce septième ouragan en 14 mois en Floride. Il a notamment mobilisé les membres de la Garde nationale de l'État.

Les autorités de la Floride ont déjà  
Voir Etat d'urgence en page A2

## LA RÉCUPÉRATION ACCUSE DU RETARD À SHERBROOKE

Le maire Perrault essuie les blâmes de sa rivale Hélène Gravel



Gilles Fisette  
gilles.fisette@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

gestion des déchets domestiques.

C'est du moins ce qu'a lancé la candidate à la mairie de Sherbrooke, Hélène Gravel, alors qu'elle participait, hier matin, en compagnie de son adversaire, le maire sortant, Jean Perrault, à un face à face dans les locaux de La Tribune.

À cette attaque, M. Perrault a riposté qu'il fallait d'abord harmoniser la collecte des ordures à la grandeur du vaste territoire de la ville unifiée. Il lui fallait ensuite composer avec des délais dans



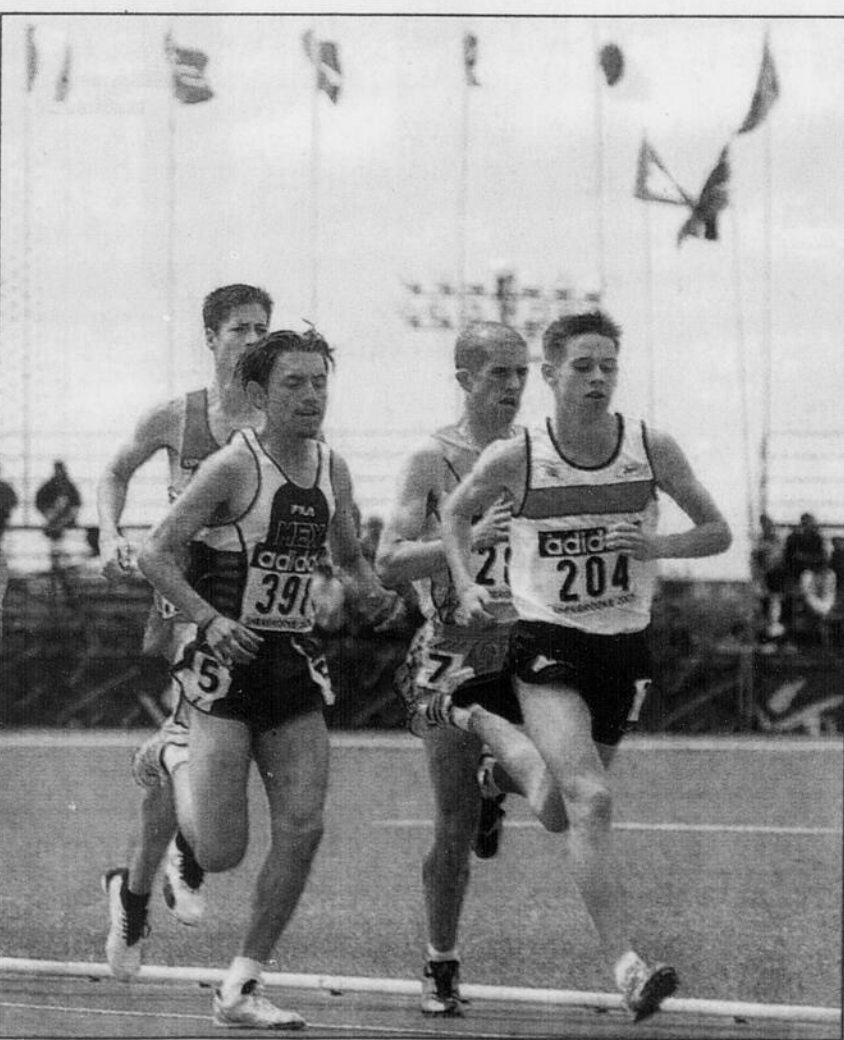
la distribution de bacs verts plus grands, en raison des ouragans qui ont frappé le sud-est américain ainsi qu'à la hausse du coût du pétrole.

Les deux candidats avaient à répondre au fait que Sherbrooke accuse un retard par rapport à bien des petites municipi-

palités de la région où le recyclage et la récupération se font sur une base beaucoup plus intensive grâce à des bacs plus adéquats. À Sherbrooke, par exemple, le petit bac vert est vite rempli et sème autant les déchets aux quatre vents qu'il n'en permet le transfert vers le centre de tri.

Le retard à distribuer des bacs de récupération à la hauteur des besoins

Voir La récupération accuse en page A3



Archives La Tribune, Jocelyn Riendeau

## Un pas de plus vers les Jeux du Canada 2013

Lentement, le train se met en branle pour tenter d'attirer les Jeux d'été du Canada à Sherbrooke en 2013. La délégation de l'Estrie qui a effectué un voyage d'observation aux derniers Jeux d'été, à Regina, en Saskatchewan, porte un jugement favorable au projet. «Un événement de cette ampleur est à notre portée», évalue Paul Deshaies, vice-président d'Excellence sportive Sherbrooke.

À LIRE EN C1.

## Grève de trois jours dans les écoles?

Les enseignants voteront lundi



Isabelle Pion  
isabelle.pion@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Les 3200 membres du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE) se prononceront sur un mandat de grève de trois jours, lundi soir en assemblée générale.

«C'est un vote pris pour toute la centrale. La CSQ est en recherche d'une banque de trois jours (de grève), alors il faut aller en assemblée générale, explique la présidente du SEE, Manon Bernard. La décision va se prendre lors de l'assemblée.» Les membres du SEE doivent être informés aujourd'hui de la présentation de ce mandat.

Celui-ci présente trois jours de grève, qui pourraient se traduire sous plusieurs formes, comme en demi-journée de débrayage, par exemple. «On a un équivalent de trois jours qui pourraient être pris de différentes façons», indique Mme Bernard. Si les syndicats acceptent cette proposition, les commissions scolaires de la Région-de-Sherbrooke (CSRS), des Sommets et des Hauts-Cantons seront touchées.

Les syndiqués doivent également se prononcer sur les offres patronales concernant la table sectorielle. Actuellement, ces négociations sont rompues avec le gouvernement. Rappelons que la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) a mis fin aux pourparlers la semaine dernière.

Cette fédération, dont fait partie le

SEE, regroupe les 44 syndicats représentant les enseignants des commissions scolaires francophones du Québec. Elle compte environ 80 000 membres: tant des enseignants à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire et secondaire que dans les secteurs de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle.

Selon Mme Bernard, les différents groupes de la CSQ ont jusqu'au 8 novembre pour voter. La rencontre du SEE, de son côté, se déroulera au Centre Julien-Ducharme, dans l'arrondissement de Fleurimont à Sherbrooke.

Du côté du Syndicat du personnel technique et administratif de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSRS), affilié à la CSQ, une assemblée générale est prévue le 1er novembre prochain.

Guy Bazin explique que ses membres auront à se prononcer sur ce mandat de grève de trois jours, que l'exécutif du syndicat va recommander d'adopter tel que présenté. Cette nouvelle étape découle d'une rencontre qui s'est déroulée mercredi: «On a eu un conseil général de négociations, qui représente l'ensemble des fédérations de la centrale. C'est une décision qui se prend dans l'ensemble de la fédération.»

De plus, des actions de visibilité sont prévues par cette instance syndicale représentant quelque 1200 membres. Les syndiqués doivent d'ailleurs aller rendre visite aux commissaires, mardi soir, qui seront réunis au conseil. Guy Bazin soutient que le but des moyens de pression n'est pas de déranger les enfants; il dit espérer que les négociations se règlent avant la tenue d'une grève.

**MÉTÉO**

Averses et éclaircies Max.: 6/-2  
Lever du soleil: 7h11 Coucher: 17h50

**INDEX**

Ann. class.....C7	Loterie.....A5
Arts.....D1	Météo.....C7
Décès.....D5	Mots croisés..C6
Économie.....B3	Opinions.....A6
Horoscope.....C6	Sports.....C1
Le monde.....B2	sudoku.....B5

**AUJOURD'HUI**

Cahier publicitaire

L'ENVELOPE DES CHOIX a sonné!

**Enseignement**

**La Tribune est 100% RECYCLABLE!**



## Mon clin d'oeil

Stéphane Laporte

Les joueurs de football de McGill vont se recycler en joueurs de ballon-balaï.



## À LIRE DEMAIN



### Théâtre jeunesse

Ras-le-bol du boycott des enseignants

## La Tribune

Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.  
Édité et imprimé au  
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8  
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE  
Louise Boisvert

DIRECTEUR FINANCES ET ADMINISTRATION  
Yvon Gauvin

RÉDACTION  
(819) 564-5454  
Télécopieur 564-8098  
redaction@latribune.qc.ca

RÉDACTEUR EN CHEF  
Maurice Cloutier

DIRECTEUR DE L'INFORMATION  
André Larocque

ADJOINTE AU DIRECTEUR  
Jacynthe Nadeau

PUBLICITÉ  
(819) 564-5450  
Télécopieur 564-5482

DIRECTRICE  
Suzanne-Marie Landry  
ADJOINTS  
Alain LeClerc  
Sophie Thibaut

ANNONCES CLASSÉES  
(819) 564-2222  
Télécopieur 564-5482  
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30

PRODUCTION ET INFORMATIQUE  
DIRECTEUR  
René Béliveau  
ADJOINTS  
André Roberge  
Steeve Rancourt  
Stéphane Garant

ABONNEMENT ET TIRAGE  
(819) 564-5466  
Sans frais 1 800 567-6955  
DIRECTEUR  
André Custeau  
ADJOINT  
Serge Nadeau



Couvertures et oreillers sous le bras, des touristes quittaient leur hôtel de Cancun, au Mexique, hier pour se réfugier dans un abri à l'approche de l'ouragan Wilma sur la péninsule du Yucatan. L'ouragan doit frapper aujourd'hui.

AP

## «Pour un Québec lucide»

# Une majorité s'oppose à la hausse des tarifs d'Hydro

Presse Canadienne  
MONTREAL

Un sondage TVA-Léger marketing dévoilé hier fournit un premier indice de l'opinion de la population concernant les propositions formulées dans le manifeste «Pour un Québec lucide», signé par l'ancien premier ministre Lucien Bouchard et 11 personnalités.

Tout d'abord, 34 pour cent des répondants sont d'accord pour que les tarifs d'Hydro-Québec soient augmentés pour ensuite consacrer une partie des profits à diminuer la dette du Québec, tandis que 54 pour cent s'opposent à cette proposition.

Les répondants interrogés accueillent toutefois de façon plus partagée la proposition relative au dégel des frais de scolarité, alors que 46 pour cent se disent en accord et que 47 pour cent sont en désaccord.

Une majorité de personne, soit 65 pour cent, semble également penser qu'il serait préférable de privilégier les taxes sur la consommation plutôt que l'impôt sur le revenu, tandis que 25 pour cent des répondants sont opposés à cette proposition.

Puis, finalement, 88 pour cent des répondants semblent appuyer l'idée qu'il faut investir massivement en éducation ainsi qu'en formation.

Ce sondage a été effectué hier auprès de 614 personnes.

Mercredi, une douzaine de leaders québécois, toutes tendances politiques confondues, avec Lucien Bouchard en tête, ont appelé la population à prendre la juste mesure des défis de la société québécoise. Dans un manifeste intitulé «Pour un Québec lucide», ils ont formulé des propositions qui permettraient, selon eux, de relever des défis tels que la concurrence chinoise et le vieillissement de la population.

## Etat d'urgence

Suite de la page A1

déjà demandé aux touristes de quitter les Keys, mais elles ont décidé hier de ne pas ordonner l'évacuation des résidents. Si une telle décision doit être prise, elle le sera aujourd'hui. Les préparatifs allaient également bon train à Washington. «Nous sommes prêts pour l'ouragan autant que nous pouvons l'être», a déclaré le nouveau directeur de l'Agence de gestion des urgences (FEMA), David Paulison.

Il a convoqué les journalistes en après-midi pour faire le point sur les opérations en cours et offrir des conseils aux Floridiens menacés par Wilma.

Rappelons que la FEMA a été montrée du doigt pour les ratés des opérations d'urgence à la suite du passage de Katrina. Elle était alors dirigée par Michael Brown, qui a démissionné après

avoir été mis à l'écart par l'administration Bush.

### Le président du Mexique inquiet

M. Paulison, qui a refusé de se prononcer sur les reproches faits à son agence, a déclaré: «Nous avons très bien fait avec l'ouragan Ophelia, nous avons très bien fait avec l'ouragan Rita et nous ferons très bien avec cet ouragan. La réponse sera bonne. Nous espérons qu'il ne frappera pas en Floride ou ailleurs, mais si c'est le cas, nous serons prêts.»

Avant d'atteindre les États-Unis, Wilma s'abattra sur la péninsule du Yucatan. Il devrait y arriver dès ce matin et y demeurer jusqu'à demain matin.

Un ordre d'évacuation était en vigueur pour la zone de Cancun, Wilma devant toucher terre au sud de cette station balnéaire. Les îles touristiques d'Isla Mujeres et d'Holbox, de même que la lagune de Punta Allen, ont aussi été évacuées.

Le président mexicain, Vicente Fox, a fait part de ses inquiétudes à l'approche de Wilma. «Cela devient très puissant, a-t-il dit au sujet de l'ouragan. Très menaçant.»

Cuba, de son côté, a annoncé l'évacuation de plus de 200 000 personnes. Le chef du Centre de prévisions de l'Institut météorologique du pays, José Rubiera, a prédit une bataille de longue durée: «Nous ne gagnerons qu'avec de la patience et de l'intelligence.» (La Presse)

# Quand JEUNESSE s'en mêle

## La e-mailerie



Mélanie Noël

melanie.noel@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

De nos jours, l'échange d'e-mails est une des premières étapes d'une relation. Qu'elle soit amicale ou amoureuse. C'est agréable, car ce transfert de données électroniques nous permet de connaître la personnalité des gens assez rapidement, sans tomber sous l'hypnotisme du charme visuel ou auditif de l'interlocuteur. On remarque aussi que les mots écrits ont tendance à être moins timides que les mots dits. On ose écrire des choses qu'on ne s'entend jamais dire. On échange donc plus rapidement sur des sujets qu'on aurait évités normalement. Puisque le courriel est un moyen de communication de plus en plus utilisé, il est important de bien le comprendre.

Dans ce billet, je ne vous parlerai pas de tous les pourriels qu'on reçoit sans rien avoir demandé et qui finissent par nous contaminer le système nerveux et l'humeur. Je ne vous parlerai pas non plus du temps sauvé dans le processus d'échange d'informations.

Non! Je vais vous parler de la science de l'e-mailerie. Une science très poussée, que j'ai moi-même développée à partir d'études méthodiques et de tests infatigables infligés à une population représentative. Des recherches dont les résultats ont été concluants, donnant ainsi naissance à une nouvelle science. Après l'astrologie, la graphologie, la numérologie, la nouvelle venue est l'e-mailerie! Une science ayant pour objectif de lire entre les lignes des courriels électroniques. Une science très utile.

### Trucs révélateurs

Le principe: dites-moi comment vous e-maillez et je vous dirai qui vous êtes! Par exemple, la surutilisation de

Hey, Yo, et de petits visages à sourire trahit un manque de maturité, une gêne excessive et mal canalisée ou, tout simplement, un manque de vocabulaire. Aussi, ces mots qui ne veulent rien dire et ces happy faces doivent être utilisés uniquement dans les e-mails amicaux. S'ils sont utilisés dans des courriels ayant pour but de séduire, le charme est brisé et l'auteur a probablement zéro sex-appeal.

Les personnes qui écrivent des messages anormalement concis incluant beaucoup de faits et peu d'idées sont pratiques, terre-à-terre et souvent ennuyeuses. Celles qui écrivent de longs messages parsemés de points d'interrogation pertinents et de mots agiles réussissent souvent à piquer notre curiosité dès les premiers échanges. Ces correspondants sont souvent rêveurs, vifs d'esprit et potentiellement beaux parleurs. Attention! Si son auteur est un amoureux potentiel, enquêtez à savoir s'il ne correspond pas simultanément avec votre meilleure amie, car il y a un risque qu'il aime courailler.

Les internautes qui ne répondent jamais aux questions du e-mail précédent sont distraits, centrés sur eux-mêmes ou ont tout simplement beaucoup de choses à cacher. Ceux qui ont de la difficulté avec leur orthographe n'ont pas d'instruction ou ne vous accordent pas assez d'importance pour prendre le temps de se relire avant d'envoyer le courriel. Cela peut être un ami débordé (prévoir d'autres amis pour combler votre plage horaire de loisirs) ou un prétendant non intéressé. Mettez fin à la correspondance, vous perdez votre temps.

Une relation positive est sur le point de prendre forme lorsque l'échange coule et que, sans trop s'en rendre compte, notre productivité au boulot diminue. On se surprend à vérifier à toutes les minutes si notre boîte de réception n'aurait pas un nouvel input. Et surtout, le truc infatigable, la lecture des e-mails de gens intéressants nous fait sourire. Tellement qu'on les relit pour se donner le courage de continuer notre journée.



LE BLOUSON  
MÉCANO  
AVIATEUR  
99,95

Économisez 32% sur un blouson urbain sport, en nylon robuste avec chaude bourre ouatinée, capuchon bordé façon fourrure, gros zip métal sous une patte à boutons géants, poches à boutons pression, taille et poignets en tricot coupe-vent. Noir, charbon, olive. Pm,gtg. Rég. 149,00 Casquette 15,00

Consultez notre nouveau catalogue en ligne présentement

# simons

www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTREAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO  
• LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

## ÉLECTIONS MUNICIPALES 2005

Elections municipales  
2005

## Gravel attaque le «clan» Perrault

La candidate questionne «l'étonnante proximité» entre le maire et son ancien chef de cabinet

David  
Bombardier  
david.bombardier@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

La firme Praxis, présidée par l'actuel chef de campagne de Jean Perrault, a été payée 7000 \$ pour rédiger deux discours annuels du maire devant la Chambre de commerce de Sherbrooke en 2004 et 2005. La directrice générale de la Ville de Sherbrooke nie toute ingérence politique dans l'octroi de ces contrats et répète que Praxis est «la meilleure firme de relations publiques» de la région.

Après Sébastien Aubé qui avait révélé la veille les liens étroits qui unissent Praxis et la Société de transport de Sherbrooke, la candidate à la mairie Hélène Gravel a divulgué hier la liste des contrats de communication octroyés sans soumission par la direction générale de la Ville de Sherbrooke.

Obtenue en vertu de la Loi d'accès à l'information, cette liste démontre que Praxis, présidée par l'ex-chef de cabinet de M. Perrault et actuel directeur de sa campagne, Jean-Yves Laflamme, a été payée 3500 \$ pour rédiger le discours annuel du maire Perrault devant la Chambre de commerce au printemps dernier. Ce discours contenait 14 pages écrites en gros caractères. Un an plus tôt, la firme sherbrookoise avait également obtenu 3450 \$ pour réaliser ce mandat.

Mme Gravel s'étonne encore une fois de «l'étonnante proximité» entre le maire Perrault et M. Laflamme, son ancien chef de cabinet. Après avoir quitté le cabinet de la mairie pour se joindre au Groupe Everest, maintenant devenue Praxis,



Jean-Yves Laflamme, président de Praxis et chef de campagne de Jean Perrault



Sylvie Lapointe, directrice générale de la Ville



Louise Allard, directrice de cabinet du maire



Jean Perrault, maire sortant



Hélène Gravel, candidate à la mairie

M. Laflamme a été remplacé par sa conjointe, Louise Allard.

«La Ville dispose pourtant d'un service des communications doté d'un budget annuel de près d'un million et demi de dollars, fait remarquer Mme Gravel. N'embauche-t-elle pas un personnel compétent à ce service? Le maire sortant ne bénéficie-t-il pas également de personnel politique en la personne de sa directrice de cabinet, Louise Allard? Pourquoi alors le maire doit-il sous-traiter ses discours importants à son ancien directeur de cabinet?»

## Une décision de la d.g.

Questionnée à ce sujet, Louise Allard, conjointe de M. Laflamme, a d'abord refusé de répondre. Elle a finalement affirmé qu'elle ne se sentait «pas nécessairement à l'aise avec la rédaction des discours devant la Chambre de commerce», mais qu'elle rédige tout de

même la plupart des autres discours du maire. Il a été impossible d'obtenir une entrevue à ce sujet avec le maire Perrault, hier après-midi.

Selon Mme Allard, le maire Perrault «n'a rien à voir» dans l'octroi de ces contrats. «Il n'en donne pas, de contrats, M. Perrault», a-t-elle insisté en disant que c'est plutôt une décision qui émane de la directrice générale de la Ville, Sylvie Lapointe. Cette dernière confirme cette information.

«M. Perrault n'a rien à voir là-dedans et il n'y a eu aucune ingérence politique», soutient Mme Lapointe. La directrice générale explique qu'elle a pris la décision conjointement avec le service des communications de la Ville, dirigé par Charlotte Gosselin.

Selon Mme Lapointe, «Praxis est la meilleure firme de relations publiques» et c'est donc normal que la Ville fasse appel à ses services. «Ils peuvent faire

le travail dans le meilleur temps et au meilleur coût parce qu'ils sont habitués de travailler dans ce contexte-là», ajoute-t-elle. La directrice générale précise que Louise Allard «n'a pas toujours le temps de réaliser un mandat comme celui-là».

Quant à Jean-Yves Laflamme, il se dit «tout à fait à l'aise» d'être payé 3500 \$ pour rédiger le discours annuel du maire. «Ce serait pas mal plus cher que ça avec des firmes de Montréal», avance l'ex-chef de cabinet du maire Perrault.

M. Laflamme indique qu'il a travaillé une trentaine d'heures à la rédaction du discours de cette année, ce qui équivaut à un salaire d'environ 120 \$ de l'heure. «Il s'agit de la vision politique du maire pour la prochaine année. Ça ne se fait pas en criant ciseaux», insiste-t-il.

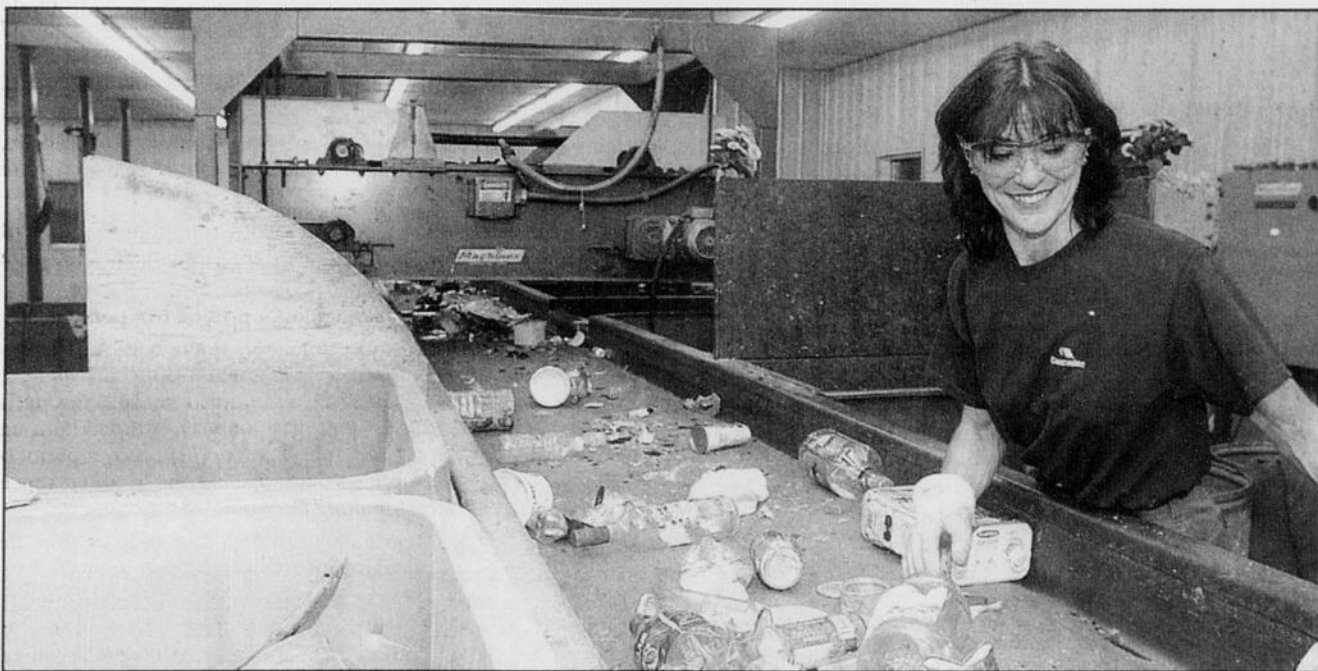
## Autres contrats

Parmi les contrats octroyés à Praxis

par la direction générale de la Ville, on retrouve également un «appui à l'organisation d'une conférence de presse pour la réorganisation policière» en janvier 2004, au montant de 2656 \$. Praxis a également reçu 675 \$ pour élaborer la communication stratégique entourant les conventions collectives en novembre 2003.

Alors que M. Laflamme était vice-président du Groupe Everest, cette firme a par ailleurs obtenu deux importants contrats de la direction générale de la Ville, soit la rédaction du discours du maire devant la Chambre de commerce en 2001 (2700 \$) ainsi que la «consultation du livre blanc» sur la réorganisation municipale en 2000, au coût de 11415 \$.

Les contrats octroyés à Praxis commencent à susciter des réactions chez d'autres firmes de communication. O l'agence, anciennement connue sous le nom de Maestro É Fresco, a convoqué la presse ce matin pour «en rajouter», mentionne l'invitation.



Archives La Tribune, Claude Poulain

Le retard à distribuer des bacs de récupération à la hauteur des besoins des Sherbrookoïses trahit «un énorme problème de planification et de vision à long terme», affirme Hélène Gravel, la candidate à la mairie et se veut un frein au recyclage.

## La récupération accuse du retard

Suite de la page A1

des Sherbrookoïses trahit «un énorme problème de planification et de vision à long terme», a dit Mme Gravel.

Elle a souligné que le retard empêchait les citoyens de mieux alimenter le centre de tri où ont été investis 2,2 millions \$. Ces freins au recyclage et au compostage, par exemple, repoussent également à plus tard la possibilité de ne ramasser les déchets qu'à toutes les deux semaines, tout en raccourcissant la durée de vie déjà courte du site d'enfouissement.

Jean Perrault a répondu que le comité de développement durable de la ville avait mené une consultation auprès des intervenants du milieu et que des essais de compostage avaient été effectués.

«Il ne faut pas oublier que nous venons de procéder au regroupement de

huit municipalités qui avaient, toutes, une façon différente de faire les choses. À Lennoxville, par exemple, ils mettaient encore leurs déchets dans des sacs de plastique. Il a donc fallu d'abord bâtir la maison... On avait planifié distribuer des bacs verts plus gros, en septembre, mais avec la question de l'essence, nos soumissions et nos livraisons ont été retardées à novembre. C'est aussi à cause de ce qui est arrivé aux États-Unis», a-t-il expliqué.

Les deux candidats ne s'entendent pas, bien sûr, sur le bilan environnemental de Sherbrooke. Jean Perrault vante la façon dont Sherbrooke a géré le problème des biogaz. Il rappelle que le CHUS pourrait bientôt utiliser cette source d'énergie. Il souligne que le problème des usines de traitement ne datent pas d'hier et commandent des dépenses importantes.

Hélène Gravel répond que le bilan environnemental est moche et qu'il se serait davantage n'eût été de «l'implication des citoyens et la vigilance des médias... On aurait pu voir venir plus rapidement les problèmes de saturation aux usines d'épuration et y répondre par des actions plus rapides et plus efficaces».

Quant au site d'enfouissement dont la durée de vie est limitée à quatre ans, elle a déclaré qu'il aurait été plus sage de déterminer depuis longtemps où serait situé le prochain site. Monsieur Perrault répond que tout cela est plus facile à dire qu'à faire. Sherbrooke, a-t-il ajouté, dispose de deux solutions. Ou il conclut une entente avec une MRC voisine, ou il doit identifier un site sur son propre territoire. Mais là aussi, note-t-il, la Ville n'a pas la partie facile. Elle se heurte au «pas dans ma cour».

## La situation a «des allures de déjà vu» pour Cardin

David Bombardier  
SHERBROOKE

Les contrats de communication accordés à la firme Praxis par la STS ont «des allures de déjà vu» pour le député bloquiste Serge Cardin. Celui-ci dénonce les liens étroits qui unissent le maire Jean Perrault et le président de Praxis, Jean-Yves Laflamme, et dit avoir déjà subi des pressions de la part des deux hommes.

«Au Bloc québécois, il aura fallu poser au moins 400 questions sur le sujet avant de découvrir l'ampleur du scandale des commandites, rappelle le député fédéral. Et pourtant, au début, les réponses que les libéraux nous fournissaient étaient à l'effet que toutes les règles avaient été suivies et que nous ne faisons que de la petite politiciaille».

Mercredi, le candidat Sébastien Aubé a révélé que la Société de transport de Sherbrooke a octroyé la quasi-totalité de ses contrats de communication de moins de 25 000 \$ à Praxis, une firme dirigée par l'ex-chef de cabinet et actuel directeur de la campagne électorale de Jean Perrault, Jean-Yves Laflamme. M. Perrault s'est défendu en disant que toutes les règles étaient respectées et que ses adversaires font de la «petite politiciaille» avec toute cette affaire.

«La famille libérale est de nouveau réunie, dénonce Serge Cardin, qui appuie Hélène Gravel dans la course à la mairie. Un ancien candidat libéral fédéral [NDLR: Jean-François Rouleau] est président de la Société de transport qui, elle, accorde des contrats sans soumission au bras droit du maire. Ce même



Serge Cardin, député fédéral et ex-président de CHARMES

maire a été pressenti comme candidat libéral à la même élection. Tout semble se passer en famille avec l'argent des contribuables.»

M. Cardin, un ancien élu de la Ville de Sherbrooke, rappelle par ailleurs un épisode survenu en 1998. «J'étais président de CHARMES et nous avions procédé à l'octroi d'un contrat pour ce qui allait devenir la Cité des rivières, affirme-t-il. Nous avions eu droit à une colère de la part du maire et de son chef de cabinet, Jean-Yves Laflamme, parce que le contrat n'avait pas été octroyé à Everest. Le temps passe, les acteurs et les stratégies restent les mêmes.»

## Perspectives

## Le meilleur

Luc  
Larochelle  
luc.larochelle@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Le nom de Jean-Yves Laflamme revient d'une campagne municipale à l'autre depuis que Jean Perrault est maire de Sherbrooke. L'actualité politique des derniers jours n'en fait pas qu'un fin penseur, elle le catalogue comme le meilleur. Pour soigner l'image de la Société de transport comme pour ficeler le discours que le maire prononce chaque année devant la communauté des affaires.

Pour ce travail rédactionnel, M. Laflamme aurait fait des honoraires professionnels variant de 2700 \$ en 2001 (du temps où il était associé au Groupe

Everest) à 3500 \$ en 2005. Année après année, le discours du maire tient en une dizaine de pages.

Peu de rédacteurs ou de pigistes agissant comme collaborateurs pour des journaux ou des magazines touchent 350 \$ la page, mais dans la grille des communicateurs professionnels, ce n'est pas une tarification abusive. C'est par contre bien payé. Probablement parce que M. Laflamme est le meilleur.

C'est d'ailleurs pour cette compétence singulière que l'administration Perrault avait octroyé à Jean-Yves Laflamme un contrat de 15 000 \$ quelques semaines seulement après qu'il eut quitté son poste de directeur du cabinet à la mairie, au printemps 2000. Le maire Perrault avait allégué que son ancien bas droit était le consultant le plus compétent pour guider Sherbrooke dans le processus de réorganisation municipale qui s'amorçait.

C'est tout naturellement à Jean-Yves

Laflamme que le conseil municipal a pensé comme police d'assurances pour la nouvelle ville, l'année où le gouvernement Charest a honoré sa promesse électorale d'offrir une porte de sortie aux banlieusards malheureux d'appartenir à la ville fusionnée. Un enjeu crucial que M. Laflamme n'avait pas manqué de soulever dans le texte rédigé à l'intention de M. Perrault, pour sa sortie annuelle devant la Chambre de commerce, en avril 2004.

Mais il aurait été bête de risquer qu'une incompréhension dans la population sabote un rêve vieux de 20 ans alors qu'un spécialiste pouvait parer aux mauvais coups. Le conseil municipal a pris un mois plus tard la décision de confier à Jean-Yves Laflamme la coordination d'une campagne de 70 000 \$ afin de promouvoir les avantages de la ville unifiée.

Il n'y a pas qu'à l'Hôtel de ville que M. Laflamme a su faire valoir ses talents. Au cours de ses neuf années passées à la

direction générale de la Société de transport de Sherbrooke, Huguette Dallaire a appris à séparer le bon grain de l'ivraie au sein des firmes de communications locales.

«Quand on gère les deniers publics, ça coûte trop cher de se tromper», a réitéré hier Mme Dallaire pour justifier son choix de recourir principalement aux services de la firme Praxis, dirigée par M. Laflamme.

Une expertise professionnelle qui aurait largement contribué à sauver la direction de la STS de la débâcle au moment où celle-ci était malmenée par le syndicat des chauffeurs d'autobus durant la «crise de la navette Wal-Mart», de l'aveu de Mme Dallaire.

«On avait arrêté de faire des communications, négligé cet aspect, et le syndicat a pris la place qu'on n'occupait pas. Nous ne pouvions pas continuer à travailler dans le vide», évalue-t-elle.

«Le président du syndicat était appuyé par une organisation syndicale structurée. Ça nous prend du support au besoin. Ce recours à des services professionnels de façon ponctuelle est moins coûteux que d'avoir des effectifs permanents en communication», invoque pour sa part le président de la STS, Jean-François Rouleau.

C'est une constante depuis une vingtaine d'années que, dans l'ombre du maire Perrault, Jean-Yves Laflamme est l'homme de la situation à Sherbrooke. Le meilleur.

N'allez surtout pas vous plaindre aujourd'hui que son expertise coûte cher. Vous avez eu l'occasion de l'élire comme maire en 1994. C'eût été une aubaine. Vous auriez obtenu un stratège, un scripteur, un planificateur en plus d'un maire, pour le prix d'un seul salaire. Mais vous lui avez préféré Paul Gervais.

Vous le regrettez, pas vrai ?



# Opération de séduction en sciences

Le Séminaire de Sherbrooke inaugure ses nouveaux laboratoires évalués à 1,3 million \$

Isabelle Pion  
SHERBROOKE

Le Séminaire de Sherbrooke et l'Université de Sherbrooke tentent une opération de séduction auprès des élèves de l'institution privée. Les deux partenaires ont inauguré de nouveaux laboratoires de sciences, hier, évalués à 1,3 million de dollars. Le but: pousser les jeunes dans les bras de la science, un domaine souvent mal aimé de ces derniers.

Avec de l'équipement neuf, et en plongeant les élèves dans un environnement scientifique, ils souhaitent susciter leur intérêt. Ainsi, de la première secondaire jusqu'au collégial, ils pourront donc manipuler bechers, acide et éprouvettes

dans six laboratoires. Ce sont quelque 1100 jeunes qui pourront en profiter.

Les nouvelles installations comptent également un laboratoire d'informatique, un café Internet et un laboratoire dédié au programme d'enrichissement personnel et de robotique.

Aux yeux du directeur général du Séminaire, André Métras, les visées sont claires: l'institution souhaite introduire «une formation scientifique solide» afin de donner à sa clientèle l'envie d'explorer cet univers.

La collaboration entre les deux établissements se traduit de multiples façons. Par exemple, les élèves du collégial ont pu visiter différents laboratoires de l'UdeS et faire des stages d'observation.

De leur côté, les élèves du secondaire ont pu profiter de l'expertise des enseignants et de prêts de matériel, entre autres. M. Métras dit vouloir valoriser les sciences dans la région, et mener sa clientèle vers les bancs de la colline universitaire.

## Vers l'université

Lors de la coupe officielle du ruban, le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard, a souligné qu'il y aurait d'autres annonces du genre prochainement entre l'UdeS et le Séminaire. «Ce lien historique est lié à la naissance même de l'Université de Sherbrooke. Il y a 51 ans, l'UdeS naissait du Séminaire de Sherbrooke, d'où l'intérêt historique à collaborer», précise-t-il.

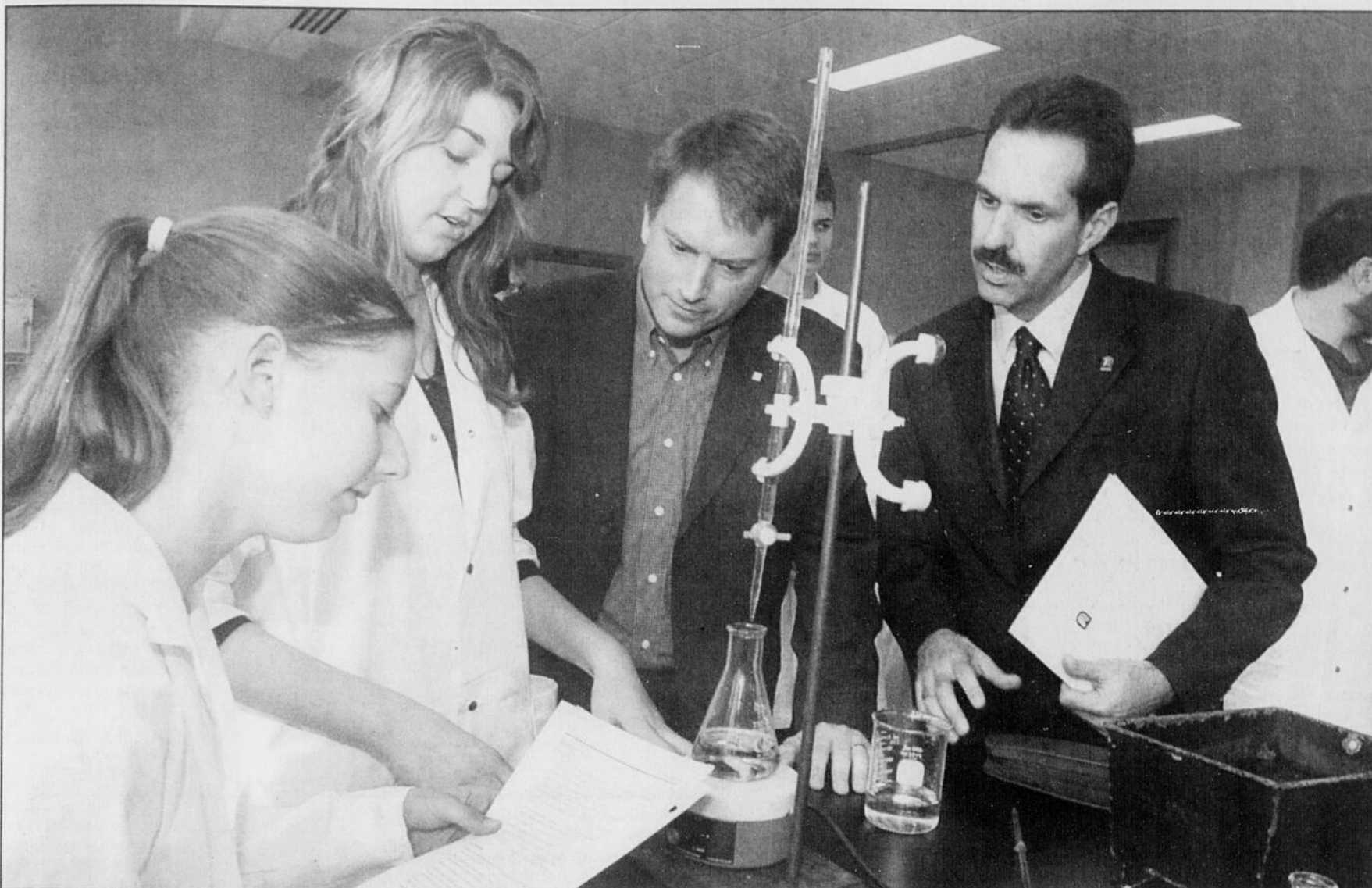
Les deux dirigeants conviennent de l'urgence d'intéresser les jeunes à la science. «Il y a une pénurie très sérieuse qui s'annonce. Quand on extrapole un peu, cette pénurie risque d'être une pierre d'achoppement pour la société (...).», ajoute le recteur en soulignant qu'il faudrait s'intéresser particulièrement aux jeunes garçons, les premiers à décrocher.

A-t-on autant de difficulté à susciter l'intérêt des jeunes dans le domaine des sciences qu'on le prétend? «Il faut imposer. Comme n'importe quoi, il faut initier le mouvement», répond Louise Letendre, enseignante en sciences physiques et en chimie et responsable du département des sciences au secondaire.

Pour illustrer ses propos, elle donne en exemple l'histoire de Raphaël Roy,

un élève de cinquième secondaire. L'an dernier, il a participé à l'Expo-Sciences Bell, comme ses camarades de classe, parce que l'activité était obligatoire. «Raphaël s'est rendu à la finale nationale... Au début, il ne savait pas s'il avait une passion pour les sciences. Des fois, on se dit que c'est beaucoup plus que ce à quoi on s'attendait», souligne fièrement Mme Letendre.

Diplômée de l'UdeS, cette dernière apprécie grandement les relations qu'elle entretient avec son alma mater. En plus des coups de pouce de certains professeurs, qui agissent un peu comme des tuteurs auprès des jeunes, le personnel de l'UdeS prête également beaucoup d'équipement qu'elle et ses collègues n'auraient pas les moyens d'acheter pour leurs cours.



Qui a dit que les sciences n'intéressaient personne? Grâce à l'implantation de nouveaux laboratoires, le recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Béchard, et le directeur général du Séminaire de Sherbrooke, André Métras, tentent de séduire les jeunes... pour les pousser dans les bras des sciences. On les voit ici avec deux élèves, Marie-Hélène Bergeron et Jennifer Downey.

Imacom, Claude Poulin

## Un autre mandat à la tête du Cégep

La Tribune  
SHERBROOKE

La directrice générale du Cégep de Sherbrooke, Micheline Roy, tiendra les rênes de l'établissement pour cinq autres années.

Le conseil d'administration de l'établissement vient de faire connaître le renouvellement de mandat de Mme Roy.

Au cours d'une réunion spéciale, le conseil a adopté la recommandation du comité d'évaluation de renouveler son mandat pour une période de cinq ans. «Dans son rapport, le comité d'évaluation a souligné plusieurs éléments d'appréciation positifs sur lesquels il s'est basé pour recommander le renouvellement», peut-on lire dans un communiqué.

Parmi ses réalisations, on compte notamment le développement d'une nouvelle image corporative, la mise en place d'une équipe de football et l'agrandissement du pavillon 2.



Archives La Tribune, Jocelyn Riendeau  
Micheline Roy, directrice générale du Cégep de Sherbrooke

## Harcèlement sexuel présumé de sa fille: elle réclame près de 6000 \$

Isabelle Pion  
SHERBROOKE

Une mère qui soutient que sa fillette a été victime de harcèlement sexuel de la part d'un autre enfant réclame près de 6000 \$ à la Commission scolaire des Hauts-Cantons (CSHC) pour assumer les dépenses de son transport scolaire.

La mère a fait transférer sa fille d'école depuis les présumés événements.

La cause devait être entendue récemment à la Cour des petites créances, mais elle a été reportée en janvier prochain.

Les événements remonteraient à 2002, selon la mère de la fillette, qui était alors âgée de cinq ans.

«Le prof m'avait appelée pour dire

que ma fille disait qu'elle avait subi des attouchements... Je ne lui en ai pas parlé, pour voir si elle m'en parlerait. J'ai dû attendre à la fin de semaine avant qu'elle m'en parle. Si elle m'en a parlé, c'est que c'était vrai (...). Elle m'a dit qu'à l'école le prof ne la croyait pas, alors mon enfant ne voulait plus lui parler. C'a dégénéré», raconte-t-elle en soulignant que sa fillette avait déjà été victime d'attouchements dans le passé.

Elle aurait alors notamment demandé à la direction de la changer de classe. Puis, l'établissement a embauché un surveillant, qui accompagnait le professeur. Une expertise a ensuite été réalisée et aurait conclu que les allégations étaient non fondées.

La mère de la fillette soutient que l'on a tenté de la discréditer à travers les ques-

tions qui lui ont été posées. Elle a donc décidé de retirer son enfant de l'école Le Parchemin, à East Angus. Depuis, l'enfant a fréquenté les écoles primaires de Scotstown et de Cookshire. «C'est la troisième année que je voyage mon enfant matin et soir», souligne-t-elle.

Elle réclame donc 5921 \$ pour le transport et les frais de garde, entre autres.

## Changement de classe prévu

De son côté, l'ancien directeur général qui agit maintenant à titre de conseiller cadre pour la CSHC, Jean Cloutier, se montre prudent dans ses commentaires, puisque l'affaire est toujours devant les tribunaux.

«Pour nous, c'est un dossier qui a été

mené de façon professionnelle. On a embauché un expert qui est venu faire une expertise, dont le rapport ne justifie pas de répondre positivement aux demandes de la dame. Elle a fait une demande au comité de révision, et le comité de révision a maintenu la décision: il n'y a pas de motif. L'année suivante, si sa fille était venue à l'école où elle devait aller, les enfants n'auraient pas été dans la même classe», fait valoir M. Cloutier.

Ainsi, ajoute-t-il, comme la CSHC ne voyait pas de motif pour transférer l'enfant, les frais de transport doivent être assumés par les parents. «Quand un parent prend une décision comme celle-là, il doit en assumer le coût.»

**Appelez, vous ne risquez rien:**

**1 800 463-5229**

Obligations boursières du Québec  
Capital garanti à 100 %.  
Rendement selon l'Indice Québec-30<sup>TM</sup>.

5 ans	10 ans
Rendement maximal de 60%	Sans limite de rendement

Emission en vente jusqu'au 25 novembre 2005.

www.epq.gouv.qc.ca

\* Pour connaître les entreprises composant l'Indice Québec-30<sup>TM</sup>, visitez le www.iq30-iq150.org

BONI DE 1% du capital investi, applicable sur les nouveaux fonds REER.

Épargne Placements Québec

**LOTTO QUÉBEC**

**649** Tirage du 2005-10-19

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 25 000 000,00 \$
5/6+	1 772 365,60 \$
5/6	279 2 286,90 \$
4/6	16 981 71,20 \$
3/6	314 133 10,00 \$
2/6+	213 451 5,00 \$
Ventes totales: 37 534 108 \$	
Prochain gros lot (appr.): 30 000 000 \$	

**Quebec 49** Tirage du 2005-10-19

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 1 000 000,00 \$
5/6+	2 25 000,00 \$
5/6	14 500,00 \$
4/6	1 038 50,00 \$
3/6	20 501 5,00 \$
Ventes totales: 669 830,50 \$	

**Joker** Tirage du 2005-10-20  
Lettre gagnante: **J** 04 13 20 36 42

**Quinté** Tirage du 2005-10-20  
3 168 4 2995 NUMERO 595944 NUMERO 309201

**Banco** Tirage du 2005-10-20

03	05	08	09	15	17	38	41	42	47
49	50	51	52	53	61	62	63	64	65

**PROCHAIN GROS LOT CE SOIR 10 000 000 \$**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

**VENTE**

25 ans pour vous!

**20%** sur toute la marchandise Automne-Hiver 2005-2006 jusqu'à dimanche 23 octobre inclusivement

**BOSS HUGO BOSS**  
**Signum BRITT**

pour **lui Boutique**

111, Wellington Nord, Sherbrooke

REPORTAGE PUBLICITAIRE | PLAN | BUDGET | CHOIX | AGIR

Ne manquez pas notre cahier spécial

**Question retraite** le samedi 22 octobre

# Opinions



Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: André Larocque

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

## Un Québec lucide? Pas sûr!



Jean-Guy Dubuc

Collaboration spéciale

Il semble bien qu'on en soit très loin... Et même qu'on n'y parviendra peut-être jamais. Pour une simple raison: les intérêts individuels couvrent le regard qui voudrait se porter sur la collectivité, d'aujourd'hui et de demain. Le manifeste présenté par Lucien Bouchard et ses onze collègues en fait la preuve: loin de faire l'unanimité, il crée la discorde. Il faut arriver à la conclusion que les Québécois sont socialement beaucoup trop éparpillés pour consentir, ensemble, à une solution commune.

Plusieurs refusent l'argument de départ: «Nos finances publiques sont à sec (...) L'opinion publique doit se mobiliser et aider nos politiciens à se sortir du trou.» Les aider? Je t'en fous..!

Bien peu de gens avaient eu le temps de lire le document en question que tout le monde donnait son opinion sur les ondes des médias qui ont donné la parole à leurs auditeurs. De toute évidence, les intérêts sont politiques, idéologiques ou économiques. Mais toujours liés à la personne qui intervient. Ce qui a donné lieu à des condamnations radicales, absolues, sans nuances, bien éloignées des vues des auteurs qui, plus souvent qu'autrement, étaient condamnés sans appel. Vous cherchez un minimum de lucidité; attendez-vous à un maximum d'agressivité.

Avec les procès d'intention et les jugements sur les personnes. Par exemple, chez Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, qui voit là une thèse du «fan club de La Presse et de Paul Desmarais». C'est le premier problème des Québécois: condamner le messager quand on n'aime pas le message. À la FTQ, Henri Massé a évidemment exprimé son désaccord: on se souvient qu'il avait fait de même à la sortie du rapport Ménard sur les coûts de la santé, dénonçant le document avant même qu'il soit rendu public. Pas facile d'espérer la lucidité des syndicats quand leurs chefs portent des lunettes aussi fortement teintées.

Si on ne croit pas à la qualité des signataires du manifeste, on a un sé-

rieux problème. Aussi bien dire qu'on retire toute valeur professionnelle à nos experts de toutes les disciplines. Au PQ, on s'est raidi et ça se comprend: un ancien premier ministre et un ancien ministre péquistes ont apposé leur nom à côté de celui d'économistes, d'universitaires et de gens d'affaires qu'ils considèrent comme crédibles et respectables. En pleine course à la direction, les candidats ont du mal à prendre position sur des questions qu'ils n'osent tout simplement aborder. Faut dire que leur campagne ne vise que leurs membres. Pourtant, l'avenir du Québec est présent à chaque ligne du manifeste Bouchard. Mais le PQ ne pense, actuellement, qu'à la date du prochain référendum. Si on pouvait retenir les passions faciles, un moment, pour s'attaquer à des questions qui touchent tous les Québécois.

**Tout le monde s'entend sur une chose: on veut tout avoir sans rien payer**

Certains peuvent encore se souvenir de Charles de Gaulle qui avait dit: «La France est divisée en 52 millions de Français...» Et une autre fois: «Comment voulez-vous gouverner un pays qui compte 350 sortes de fromage?» Ou un État qui compte sept millions d'intérêts individuels?

Les syndicalistes sont contre le manifeste parce qu'il leur reproche leur immobilisme social; les étudiants à cause d'un éventuel dégel des frais de scolarité; les progressistes parce qu'ils y voient une démarche néolibérale; les indépendantistes parce qu'ils y trouvent des idées de Charest, de Dumont ou d'autres ennemis; les consommateurs à courte vue ont peur de l'augmentation des coûts de l'électricité; d'autres disent que le document est alarmiste, qu'on n'a pas besoin de diminuer la dette, que les générations futures sauront soigner leurs vieux, leurs pauvres et leurs malades, etc. Bref, tout le monde s'entend sur une chose: on veut tout avoir sans rien payer.

Pour la lucidité, vous repasserez!



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

### Tribune libre

## Des arguments tendancieux

Bonjour M. Bourque!

Dans votre lettre ouverte du 20 octobre intitulée «Le bilan de Jean-François Rouleau», vous vous en prenez à moi et à ma décision de me porter candidat dans le district 4.4 de l'Université.

Le titre de votre lettre fut mal choisi, puisque vous vous êtes attaqué (bien davantage) à ma candidature que vous avez pris soin de défendre le bilan de mon adversaire. Plusieurs de vos arguments sont tendancieux et je souhaite remettre les pendules à l'heure!

D'abord, vous souhaitez connaître les raisons sous-jacentes à cette lutte politique contre Jean-François Rouleau. Ce qui m'intéresse, c'est de travailler au bien-être des citoyens du quartier et de contribuer au développement de Sherbrooke, ma ville, une ville que j'aime à la folie.

Ma démarche est positive: je veux devenir conseiller municipal. Et je pense qu'il est sain et normal en démocratie que les gens puissent faire un choix. Je crois qu'il est sain que les candidats puissent proposer, débattre, et faire valoir leurs visions des choses à cet égard. On ne peut faire une campagne électorale crédible avec pour seul argument le fait d'être déjà en place. C'est la stratégie de

M. Rouleau, ce n'est pas la mienne!

Ensuite, vous lancez dans une tirade tout azimut pour mentionner que je ne réside pas dans le district et par conséquent, que je n'ai pas ma place comme conseiller. Je considère cet argumentaire médiocre et passéiste. Je connais très bien le quartier et l'arrondissement où j'ai grandi et où je souhaite m'établir, indépendamment du résultat de l'élection du 6 novembre.

En 2005, les gens sont assez intelligents pour choisir le candidat le plus compétent, le plus à leur écoute et qui présente le programme le plus près de leur réalité. Je vous invite à voter pour le candidat qui a les meilleures idées, pas pour celui qui vit le plus près de chez vous!

Aussi, vous insinuez que je suis un «opportuniste» qui se présente pour «améliorer mes fins de mois». Je tiens à vous rassurer, ma conjointe et moi gagnons très bien notre vie, au sein de nos métiers respectifs. Votre affirmation est méprisante et ne repose sur aucun fondement. Jusqu'à tout récemment (jusqu'à la publication d'un article à cet effet au sein de La Tribune) j'ignorais même le salaire d'un conseiller municipal: cela n'a pas joué de rôle dans ma décision de me présenter en politique.

Ce que Sébastien Aubé trouve impor-

tant, c'est de poser des questions sur la façon dont l'argent des contribuables de Sherbrooke est dépensée. Mon travail d'intervenant social exige de la rigueur et de l'éthique et dieu sait qu'il s'agit de qualités nécessaires pour quiconque se destine au service de l'intérêt public. Ce qui est opportuniste, c'est de s'approprier les projets des autres pour prétendre qu'ils viennent de vous comme l'a fait M. Rouleau avec le transport en commun gratuit pour les étudiants de l'Université de Sherbrooke. Moi, je suis un joueur d'équipe et j'entends bien le démontrer à compter du 6 novembre!

Finalement M. Bourque, vous me faites l'honneur d'être allé visiter mon site Internet interactif au [www.sebastienaube.org](http://www.sebastienaube.org). Malheureusement, M. Rouleau n'en a pas. Vous comprendrez qu'un site Internet n'est qu'un moyen parmi tant d'autres pour rejoindre les citoyens et citoyennes. Vous pourriez aussi me rencontrer au porte-à-porte ou lire mon dépliant où je propose des idées concrètes et tournées vers l'avenir. Vous comprendriez alors que je serai un excellent conseiller municipal au lendemain du 6 novembre. Au plaisir!

**Sébastien Aubé,**  
candidat au poste de conseiller  
District 4.4 de l'Université

### Pour nous écrire

La Tribune invite ses lecteurs à réagir à l'actualité dans cette page. Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abréger les documents.

Ne seront publiées que les lettres portant le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de leur auteur. Seuls le nom et le lieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

Envoyez vos documents:

par courriel:

[redaction@latribune.qc.ca](mailto:redaction@latribune.qc.ca);

par télécopieur: 564-8098;

ou par la poste:

Opinions des lecteurs,  
1950, rue Roy,  
Sherbrooke, Québec,  
J1K 2X8.

### Analyse

## La vieille Europe en crise: le politique



Alain Dubuc

Collaboration spéciale

Cette semaine, dans la capitale française, l'Assemblée nationale entamait l'examen du budget de l'État pour 2006. Pour un observateur québécois, le débat était surréaliste.

Le déficit budgétaire, dans ce budget qui pêche pourtant par optimisme, atteindra 46,8 milliards d'euros. Cela n'empêche cependant pas le ministre de l'Économie et des Finances, Thierry Breton, de dégager une «marge de manœuvre» de 4,5 milliards. La situation financière difficile, qu'il reconnaît, ne l'empêche pas non plus de remplacer 66 900 des 72 000 fonctionnaires qui quitteront leur fonction. Certains députés de la majorité, membres de l'UMP, plus conservateurs, trouvant que l'exercice manque de muscle, proposent des coupures de... 500 millions.

Ces exemples ne cherchent pas à ridiculiser les parlementaires français, mais plutôt à illustrer la paralysie qui les empêche de bouger. Cette paralysie est la résultante d'un cercle vicieux sociopolitique.

Les choses vont mal, ce qui force l'État à poser certains gestes qui provoquent du mécontentement. Le gouvernement recule devant les pressions des mouvements sociaux et ne réussit donc pas à régler les problèmes. Mais l'absence de résultats accentue la grogne. L'État, puni quoiqu'il fasse, finit par choisir de ne rien faire, dans un climat de confrontation.

En Allemagne, la paralysie politique a pris d'autres formes. Le gouvernement social-démocrate du SPD, dirigé par Gerhard Schröder, avait entrepris des réformes, modérées, notamment sur la santé et l'aide au chômage, qui l'ont rendu assez impopulaire pour assurer une victoire écrasante de son adversaire conservatrice Angela Merkel, à la tête des chrétiens-démocrates du CDU-CSU. Mais celle-ci, par maladresse politique, mais aussi en raison du caractère trop radical de ses

réformes, a vu son avance fondre, pour finalement n'obtenir qu'une victoire à l'arraché, si mince que pendant trois semaines, on n'a pas su qui deviendrait chancelier et dirigerait le gouvernement.

Si elles s'articulent différemment, les sources de l'impuissance politique dans les deux pays sont les mêmes. Deux sociétés bloquées, moins par leur idéologie que par leur attachement au statu quo, qui ont tissé un filet de sécurité trop confortable pour que les citoyens acceptent de le sacrifier, qui ont également multiplié les avantages et les privilèges corporatistes que leurs bénéficiaires refusent d'abandonner. Un exemple parmi mille: les journalistes français ont droit à des déductions fiscales spéciales, un cadeau que le général de Gaulle leur a fait, peu après la guerre.

Un mur que le monde politique ne peut pas, ou n'ose pas traverser.

L'Allemagne y parviendra peut-être. Le résultat électoral serré a finalement mené Angela Merkel à la Chancellerie, mais celle-ci a dû former un gouvernement de coalition avec ses adversaires socio-démocrates. Une alliance difficile,

peu habituelle, qui a forcé à un laborieux partage des portefeuilles ministériels. Cela ne mènera pas nécessairement à la paralysie comme dans le cas du gouvernement minoritaire de Paul Martin, parce que les deux partis doivent s'entendre sur un programme de gouvernement. Comme les deux groupes proposaient des réformes, les nouveaux alliés pourront baser leur collaboration sur une volonté de réforme de 70% de l'électorat. Il y a donc de l'espoir.

Cet espoir n'est pas possible en France où, dans les faits, aucune des deux grandes familles politiques n'est porteuse d'un projet de changement. Pas les socialistes, divisés depuis le référendum sur l'Europe, dans une bataille pour choisir leur candidat aux élections présidentielles où le renouvellement du discours n'est pas au cœur des préoccupations. Avec, pas loin, l'ombre de Laurent Jospin, qui publiera un livre la semaine prochaine où il reprend le credo de la gauche traditionnelle.

À droite, le Président Chirac, dont la conception de l'État n'est pas foncièrement différente de celle des socialistes, a

été ébranlé par le «non» lors du référendum sur la constitution européenne qui exprimait aussi un fort mécontentement à son égard. Le nouveau premier ministre, Dominique de Villepin, dans ses efforts pour redorer le blason de la droite, évite de brasser la cage et promet de «préserver le modèle social français».

Une seule voix s'écarte de ce consensus du statu quo, et c'est celle de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, numéro 2 du gouvernement, mais adversaire avoué du président et du premier ministre, qui veut être candidat aux présidentielles sur le thème de la «rupture». C'est le politicien le plus populaire de la droite, mais son discours, brutal pour les sensibilités politiques françaises, risque de le mener à l'isolement.

Les réactions que suscite Nicolas Sarkozy illustrent bien le fait que la réflexion politique et sociale s'est transformée en un débat manichéen entre les vertus de la solidarité et les dérives néolibérales où une troisième voie a le plus grand mal à trouver sa place. C'est ce que nous verrons demain.

# L'eau sous surveillance



Denis  
Dufresne

denis.dufresne@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Les groupes environnementaux, agences de bassin et les citoyens pourront disposer d'ici quelques années d'un nouveau moyen de veiller à la santé des lacs et des rivières de la région grâce à un projet pilote de station automatisée pour la mesure de la qualité de l'eau, assorti d'un portail Internet.

«Le but de ce projet est de tester le fonctionnement et de transmettre les données à distance», explique Manon Laporte, présidente et directrice générale du Centre pour l'avancement des technologies environnementales, mieux connu sous le nom d'Enviro-Accès.

Ce projet, ajoute-t-elle, vise le développement d'un réseau de stations automatisées à la grandeur du bassin versant de la rivière Saint-François pour avoir un portrait clair et en temps réel de la qualité de l'eau.

En conférence de presse hier, les principaux partenaires de ce projet unique en Amérique, dont le Groupe S.M., l'Observatoire de l'environnement et du développement durable de l'Université de Sherbrooke, de même que Développement économique du Canada, ont dévoilé les grandes lignes de cette nouvelle approche.

«Ce projet répond à un besoin du milieu. Avec le nombre élevé d'antennes il est difficile d'obtenir un portrait global. On veut donc favoriser la mise en commun des ressources des informations sur la qualité de l'eau et en permettre l'accessibilité», précise Joëlle Muyldermans, d'Enviro-Accès, soulignant que ce projet s'intègre dans la Politique de développement durable du gouvernement du Québec et dans la Politique nationale de l'eau.

«Différents organismes environnementaux vont être sollicités. À l'heure actuelle, il y a le RAPPEL (un regroupement d'associations de lacs), CHARMES et le COGESAF (comité de gestion du bassin versant de la rivière Saint-François)», indique Manon Laporte.



Olivier Thomas, de l'Observatoire de l'environnement et du développement durable de l'Université de Sherbrooke, Manon Laporte, d'Enviro-Accès, et Guy Fouquet, du Groupe S.M., ont dévoilé hier un projet pilote inédit de surveillance de la qualité de l'eau.

«Il s'agit d'un système intégré pour la mise en commun de l'information et la rendre accessible. (...) Une fois qu'on a l'information, les correctifs suivent. Et pour les citoyens, cela a un effet très fort de sensibilisation», soutient-elle.

Le projet dévoilé hier comporte deux volets: un portail Internet appliqué au bassin versant de la rivière Saint-François, avec cartes dynamiques mises à jour régulièrement, formulaires d'entrées de données et base de données avec outils de recherche, notamment; l'autre volet consiste en une station pilote automatisée pour la mesure de la qualité de l'eau installée sur la rivière Magog, à la hauteur de la centrale Frontenac, pour le transfert des données en temps réel.

Olivier Thomas, de l'Observatoire de l'environnement et du développement durable de l'Université de Sherbrooke, souligne que cette technologie peu coûteuse (40 000 \$) «répond à l'objectif d'amélioration des pratiques de gestion prévues dans la Politique nationale de l'eau».

«Elle peut être utilisée à la fois pour la surveillance régulière et aussi pour la détection de pollutions accidentelles», précise-t-il.

Ce type de station permet de détecter entre autres la présence dans l'eau de matières en suspension, de coliformes fécaux, du nitrate, mais aussi de mesurer la température, les précipitations et la concentration d'oxygène dissous.

Le système actuel ne permet toutefois pas de détecter les métaux lourds ou la présence d'hydrocarbures.

«Mais cela peut s'ajouter, c'est une question de coûts», dit à ce propos Manon Laporte.

Le projet pilote permettra de donner l'alerte «en cas de fortes variations de certains paramètres ou de dépassement des valeurs limites» puisque les données sont transmises automatiquement aux utilisateurs concernés, qu'il s'agisse d'une municipalité, d'une association de riverains ou d'un groupe environnemental.

Invité à dire si les problèmes de rejets à la station de traitement des eaux de Rock Forest auraient pu être décelés plus rapidement avec ce dispositif, Guy Fouquet, du Groupe S.M. International, répond que «oui parce que nous avons les mesures en temps réel; c'est le principe de précaution».

## En bref

### Dernier week-end de la Flambée des couleurs

**MAGOG (JFG)** - Les forts vents des derniers jours ont lancé au sol une bonne partie des feuilles rouges, jaunes et oranges qu'on retrouvait dans les arbres, atténuant du coup la beauté de l'automne québécois. Mais qu'à cela ne tienne, le dernier week-end de la Flambée des couleurs aura bel et bien lieu tel qu'annoncé préalablement.

De nouveau cette fin de semaine, les gens auront donc l'opportunité de se rendre au sommet du mont Orford, grâce à la remontée hybride de la station Mont-Orford, afin d'admirer les panoramas qui s'offrent aux yeux à cet endroit.

Il faut cependant noter qu'aucun spectacle de musique ni animation spéciale ne sont prévus sur le site de l'événement annuel lors de ce dernier week-end. Les activités régulières à la station Mont-Orford reprendront avec l'ouverture de la saison de ski, dans quelques semaines à peine.

### Exposition florale

**SHERBROOKE (FG)** - À compter de samedi, 22 octobre, jusqu'au 6 novembre, les serres municipales Carl-Camirand présentent la 51e exposition florale de Sherbrooke.

Se parant de ses plus beaux atours d'automne, l'immeuble situé à l'angle du boulevard de Portland et de la rue de Vimy présente tout aussi bien sa collection de bonsais, dans le jardin zen, que les orchidées et broméliacées au jardin Costa Rica et une quantité impressionnante et diversifiée de cactus et de plantes grasses au jardin mexicain.

Aussi, dans la serre du jardin d'automne, le talent artistique des élèves de Sherbrooke sera mis en valeur. On y expose des courges et citrouilles provenant du concours organisé en collaboration avec des écoles de la région sherbrookoise.

À cette exposition dont l'entrée est gratuite, le personnel des serres accueille les visiteurs du lundi au vendredi, de 9 à 17 heures et la fin de semaine, de 11 à 17 heures.

### Elle se livre à la police

**SHERBROOKE (FG)** - La propriétaire d'une quantité appréciable de cocottes de marijuana a finalement été arrêtée, après s'être livrée à la police de Sherbrooke, hier.

Dans son édition de jeudi, La Tribune faisait état d'une descente policière au 100 rue Don Bosco, qui abritait un magasin général de cocottes de marijuana. Le locataire était absent au moment de la perquisition ayant permis aux limiers de mettre la main sur 25 livres de cocottes de pot, d'une valeur de 62,000 \$, avec tout ce qu'il faut pour écouler cette drogue. Les policiers, connaissant son identité, avaient bon espoir de lui mettre le grappin dessus assez rapidement.

Or hier, l'occupante des lieux, Brigitte Huppé, s'est présentée librement au quartier général de la rue Marquette, pour être aussitôt transférée chez le voisin, au Palais de justice de Sherbrooke. La femme de 25 ans, qui a comparu en après-midi, a été accusée de possession de stupéfiants en vue d'en faire le trafic.

Aussi, comme elle avait à son arrivée au poste de police un couteau dans son sac à main, elle devra également répondre d'une accusation de possession d'arme prohibée.

## Pas de partenariats publics privés dans la gestion des eaux

# La Ligue des droits et libertés se réjouit

David Bombardier  
SHERBROOKE

La Ligue des droits et libertés, section Estrie, se réjouit que les trois candidats à la mairie se soient engagés à exclure les partenariats publics privés (PPP) dans la gestion des eaux municipales.

Lors d'un débat devant les membres de la Corporation de développement communautaire organisé plus tôt cette semaine, Jean Perrault, Hélène Gravel et Hubert Richard ont «clairement exprimé leur intention de maintenir la gestion publique des eaux municipales à Sherbrooke», indique l'organisme.

La Ligue des droits et libertés souligne que seuls Hélène Gravel et Hubert Richard se sont

prononcés en faveur de mesures législatives dans la réglementation de la Ville de façon à exclure définitivement toute menace de PPP dans la gestion de l'eau. Ces deux candidats s'opposent aussi à l'interruption de service d'eau pour les familles à faible revenu. Jean Perrault «ne s'est prononcé ni pour ni contre ces mesures, déplore la Ligue. Nous n'avons reçu aucune réponse de sa part sur ce sujet.»

**ExpressVu Une meilleure télé**

**Regardez-vous encore le câble régulier? Le moment est venu de découvrir une meilleure télé!**

**Bell ExpressVu™ vous permet de regarder la télé comme vous le voulez : Une meilleure image! Un meilleur son! Un meilleur choix! Une bien meilleure télé que le câble régulier!**

Visitez le kiosque Une meilleure télé au Carrefour de L'Estrie du 20 au 23 octobre pour voir tout ce que vous offre la télé numérique ExpressVu!

Inscrivez-vous et courez la chance de

**GAGNER l'un des dix systèmes RVP HD PLUS**

d'ExpressVu avec six mois de programmation gratuite

Pour en savoir plus sur Une meilleure télé, rendez-vous à [www.bell.ca/unemeilleuretele](http://www.bell.ca/unemeilleuretele)

Et bien simple.

VISIONNEZ LE DÉMO Une meilleure télé dans un magasin Espace Bell ou un détaillant participant.

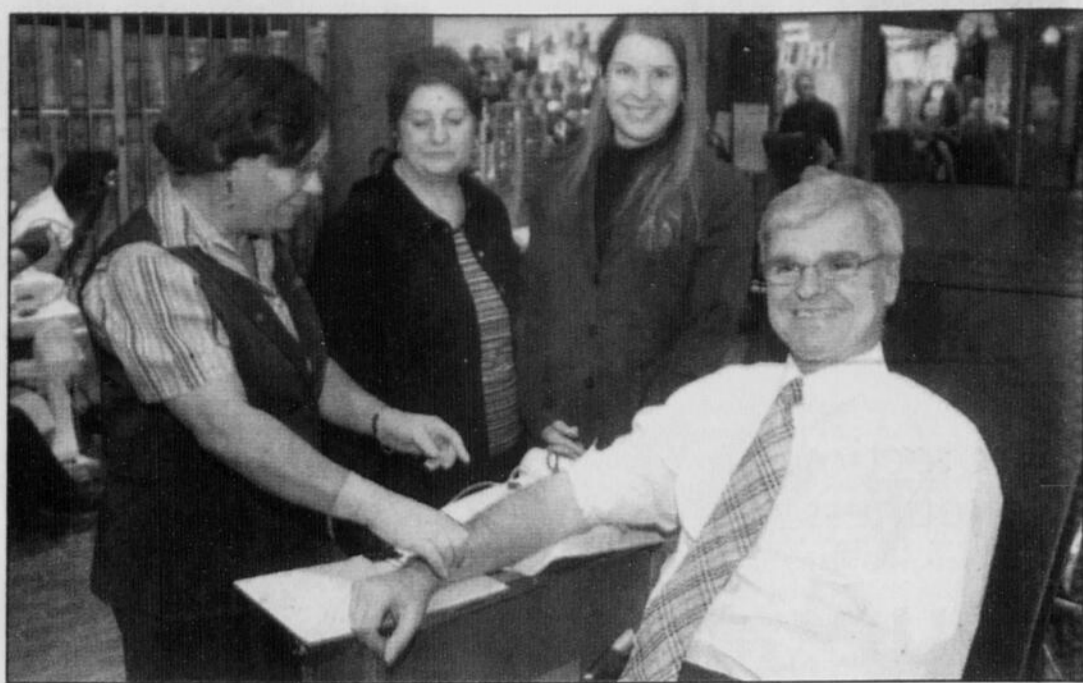
\*Révisé au concours - Le concours se déroule du 15 septembre 2005 à 09h00 (heure locale) au 20 novembre 2005 à 17h00 (heure locale). Adressez-vous à un membre de l'équipe de la tournée Une meilleure télé Bell ExpressVu pour obtenir le règlement du concours. Concours ouvert aux résidents du Canada qui ont atteint l'âge de la majorité dans la province où ils vivent. Les chances de gagner dépendent du nombre de bulletins de participation admissibles reçus. Aucun achat requis. Spider-Man 2 © 2004 Columbia Pictures Industries, Inc. Tous droits réservés. \*\*Super Écran et le logo Super Écran sont des marques de commerce de Le Groupe de radiodiffusion Astral Inc. The Movie Network et la marque M sont des marques déposées de Astral Broadcasting Group Inc. Super Écran et The Movie Network reconnaissent que tous les droits d'auteur visent des images et marques déposées et appartiennent à leurs propriétaires respectifs. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, s.e.c.



Imacom, Jocelyn Riendeau

### Villa de l'Estrie accueille ses nouveaux retraités

Le réseau des Résidences Allegro a annoncé hier la finalisation des travaux d'agrandissement de la Villa de l'Estrie, au coût de 12,5 millions \$. Le nouvel immeuble du 3320 rue des Chênes, qui compte 114 appartements destinés à une clientèle retraitée autonome, a accueilli ses premiers résidents le 1er juillet dernier. Sur la photo, de gauche à droite, Jean Blouin, directeur régional d'Allegro, Sylvie Dandoy, conseillère en hébergement de Villa de l'Estrie, Reine Metz, directrice générale de Villa de l'Estrie, Jean Bourcier, président du réseau des Résidences Allegro, Jean Perrault, maire de Sherbrooke, et Jean-Rock Tardif, vice-président exécutif développement chez Allegro.



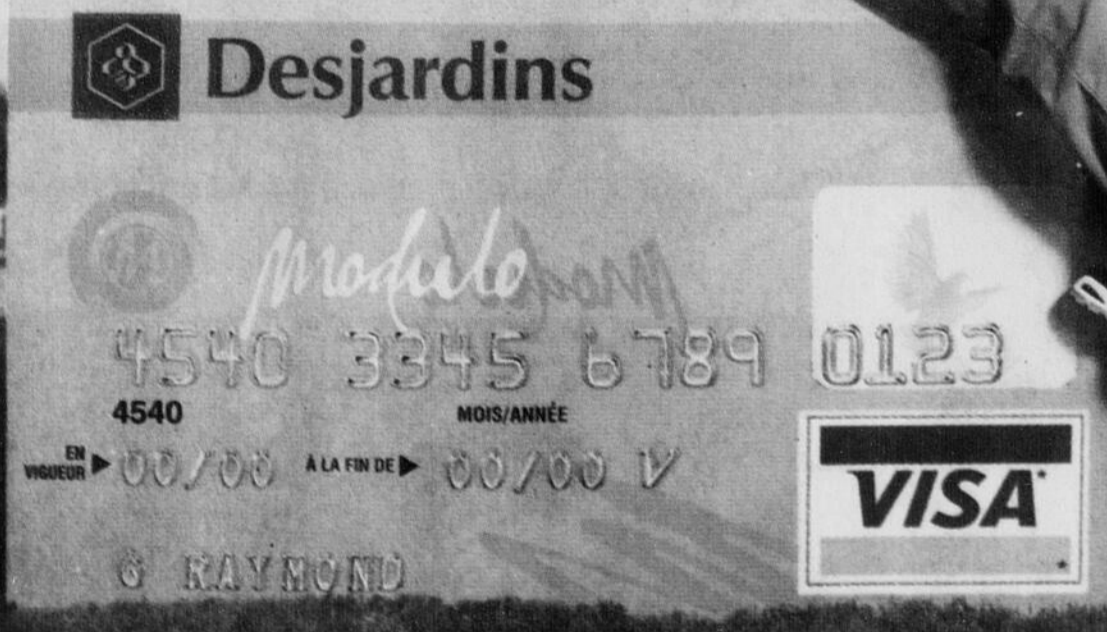
Imacom, Claude Poulin

### La famille Paré présidente d'honneur

Au Québec, seulement trois pour cent de la population donne du sang. C'est ainsi que le comité de la collecte de sang Desjardins a décidé de sensibiliser les enfants. La présidence d'honneur de la collecte de sang a été attribuée cette année à la famille de Denis Paré, président du conseil d'administration du Mouvement Desjardins, qui présente son bras à Lola Mirville, assistante technique d'Héma Québec, sous le regard de son épouse et de sa fille, Anne Payeur et Myriam Paré. Aujourd'hui, la collecte de sang se tient entre 9 h 30 et 19 h aux Terrasses Rock Forest.

## VISA OR Modulo Desjardins

# 8,4%



Ceci n'est pas une offre de lancement

### C'est le taux d'intérêt annuel le plus bas au pays.

- Le saut de paiement deux fois l'an
  - Programme de récompenses BONIDOLLARS Desjardins
  - Protection accrue et Garantie prolongée sur les achats
  - Protection contre la fraude
  - La chance de gagner jusqu'à 1 500 \$ par mois pendant un an en crédit au compte
- Demandez votre carte dès maintenant, au 1 877 847-VISA.



Conjuguer avoirs et êtres

\*VISA Int. / Fédération des caisses Desjardins du Québec. usager autorisé.